

# « Le Premier ministre est devenu la marionnette de la N-VA »

**Charles Michel ? Pour Éric Van Rompuy, député CD&V, le pantin de la N-VA.** En toile de fond, le dossier des Soudanais. En embuscade, Bart De Wever. Ce n'est pas fini.

**D**imanche, Éric Van Rompuy (CD&V, majorité), le président de la commission des finances de la Chambre, en a appelé au respect du Parlement. Évoquant la crise soudanaise, il n'a pas mâché ses mots envers Charles Michel, le Premier ministre. Selon lui, le chef du gouvernement fédéral est devenu la « marionnette » de la N-VA.

En toile de fond, toujours, le dossier des Soudanais renvoyés dans leur pays et, selon certaines informations, malmenés voire torturés à leur arrivée au pays.

## « Le Premier a couvert Théo Francken »

Lors de sa dernière réunion de 2017, le gouvernement a décidé de confier au Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) la mission de mener une enquête. Et la semaine dernière, le 2 janvier, le Premier ministre a publié sur Facebook un message appelant à la nuance dans le débat sur cette

question et justifiant la politique menée par l'exécutif.

« Ce faisant, le Premier ministre a couvert politiquement le secrétaire d'État Théo Francken alors même que l'enquête n'a pas livré ses résultats, accuse Éric Van Rompuy. Cela témoigne de peu de respect envers le Parlement. Ce faisant, le Premier ministre est devenu la marionnette de la N-VA. »

Jeudi, la Chambre se prononcera pourtant sur les motions déposées à la suite des interpellations adressées à Théo Francken avant les vacances. Mais selon le député, les jeux sont faits. « Les positions ont déjà été prises dans les médias et Francken a maintenant un blanc-seing pour continuer à suivre sa ligne de communication sur Twitter et Facebook. »

De manière plus générale, le rôle et le pouvoir du Parlement vont en se réduisant, constate Éric Van Rompuy, qui met en garde : l'assemblée risque de devenir une simple machine à voter pour garantir au gouvernement une majorité dans les commissions et en séance plénière.

« Au lieu de s'occuper de la rémunération et du cumul des mandats, le Parlement doit réfléchir profondément à son mode de fonctionnement, et à la façon dont, en cette époque de médias sociaux et de sites d'information 24h/24, on peut encore être pertinent dans le débat public », estime dès lors le député.

Et de conclure par une flèche en

direction de ses partenaires de majorité. « Parfois, j'essaie d'être critique mais cela passe pour de la frustration. »

## De Wever prévient : « Nous quitterons le gouvernement »

Autre CD&V qui est sorti du bois ce week-end, Ivo Belet, le député européen. Selon lui, Theo Francken aurait dû démissionner depuis longtemps. Un acte que réclame l'opposition également.

Bref, c'est dire si les conclusions de l'enquête du CGRA sont attendues au tournant. Avec, en fil rouge d'une crise qui n'est pas près de s'éteindre, cette déclaration de Bart De Wever, patron de la N-VA, ce week-end : « Si on demande à Theo Francken de se retirer, alors la N-VA se retirera. À ce sujet, je suis très clair. Je soutiens Theo Francken, je ne le laisserai pas tomber. » ■

## Soudan : six quotidiens saisis

Si le gouvernement de Charles Michel semble douter qu'il ne fait pas toujours bon vivre au Soudan, voici un contre-exemple (de plus) : dimanche, les exemplaires de six quotidiens ont été saisis par les services de sécurité (NISS).

En cause, selon le rédacteur en chef de d'Akhbar Al-Watan, leur couverture de la hausse des

prix. Le récent doublement des prix du pain décidé par le « gouvernement » a suscité un vif mécontentement. Samedi, à Sennar (centre), une manifestation d'étudiants a été dispersée ; et dimanche, les partis d'opposition ont appelé à des rassemblements.

En 2016, le Soudan avait été le théâtre d'un mouvement de protestation après la décision des autorités de réduire les subventions sur le carburant. Le régime avait rapidement réprimé ce mouvement afin de

ne pas voir se reproduire les heurts sanglants de 2013.

La presse soudanaise est souvent l'objet de mesures punitives de la part des autorités, et le pays figure de longue date en bas de classement en matière de respect de la liberté de la presse.

Au pouvoir depuis 1989, Omar el-Béchir est sous le coup de deux mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale (CPI) pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour.